

# L'Allemagne entre dans l'ère du conflit permanent



ANALYSE

Pierre Avril  
Correspondant à Berlin

Mardi, les chemins de fer allemands ont connu leur sixième grève en l'espace de quatre mois; la veille, au Conseil des ministres européens, le gouvernement d'Olaf Scholz, incapable de trouver un accord dans sa coalition, a dû s'abstenir de voter le projet de directive régulant les conditions de travail des salariés «ubérisés». À première vue, ces deux épisodes de la vie politique nationale n'ont pas grand-chose en commun. Ils témoignent néanmoins d'un affaiblissement de ce qui constitue le marqueur historique de la démocratie allemande : sa capacité à forger du compromis.

Syndicats et patronat, conservateurs, libéraux ou sociaux-démocrates, unis malgré leurs divergences foncières, ont réussi, depuis la fin de la guerre, à gouverner un pays ébranlé par la catastrophe du nazisme, et à le guider vers la prospérité. L'histoire du Saint-Empire romain germanique, éparpillé entre royaumes confettis, princes électeurs et chefs d'Église, a lui-même inculqué à l'Allemagne contemporaine «la patience infinie dont celle-ci fait preuve dans les négociations actuelles au sein de l'UE», écrit l'historien Joachim Whaley. Aujourd'hui, il semblerait que cette machine à fabriquer du consensus soit tombée en panne, s'ajoutant à la liste des symptômes affichés par «l'homme malade de l'Europe».

Rompant avec une décennie de stabilité, les grèves se succèdent, en particulier dans le secteur public. Soit l'équivalent de 1,2 million de journées de travail perdues en 2023, à l'initiative du seul Syndicat des services (Verdi). Certes, l'Allemagne restait, en 2022, dans la moitié inférieure des pays de l'OCDE en termes de conflit du travail, mais à l'aune d'une démocratie vantée pour sa stabilité, ses rouages s'enrayent. Pour la première fois cette semaine, le syndicat des conducteurs de train, le GDL, a inauguré le régime des «vagues de grève», dénomination sous laquelle cette organisation ne respecte plus les délais de préavis traditionnellement dus aux passagers.

Ajoutant à la perplexité, le GDL reste minoritaire au sein de la Deutsche Bahn, tout en restant capable de paralyser le trafic. En face, l'employeur est une entreprise publique défaillante, épuisée par des décennies de sous-investissement, bien en mal de satisfaire des revendications - réduction de trois heures de la durée de travail hebdomadaire sans perte de salaire - qui pourraient la mettre à genoux.

Entre les deux, l'État actionnaire s'interroge : doit-il jouer les médiateurs au risque de porter atteinte au principe d'autonomie de la négociation collective? Mais contrairement à la chancelière Angela Merkel, qui avait fait du consensus sa marque de fabrique, Olaf Scholz peine à domestiquer une coalition divisée entre régulateurs (SPD et Verts) et partisans absolus du libre marché (FDP). Derrière ce constat, se cache une logique électorale implacable.

Les deux partis qui s'arrogeaient autrefois le monopole de l'alternance de la vie politique, CDU et SPD, ont perdu plus de 30 % de leur électorat. Les décisions du Bundesrat, la Chambre haute composée des Länder, majoritairement aux mains de l'opposition CDU, sont devenues otages de l'antagonisme grandissant entre conservateurs et sociaux-démocrates. Sous la poussée de l'extrême droite (AfD), avec laquelle les partis traditionnels refusent de collaborer, certaines régions de l'ex-RDA, par ailleurs éclatées entre petites forces poli-

**« Les défis auxquels nous sommes confrontés sont d'une ampleur inégale, tandis que l'offre syndicale et politique, privilégiant les intérêts particuliers, se multiplie, devient de plus en plus concurrentielle »**

**Ulrich Willems**

Politologue

tiques centrifuges, pourraient devenir ingouvernables. Le FDP (libéraux), qui a toujours servi de force d'appoint aux coalitions fédérales, lutte désormais pour sa survie politique, et se montre tenté par la surenchère.

Son opposition au gouvernement, dont il est lui-même membre, l'amène à remettre en cause, à Bruxelles, des compromis censés être acquis à Berlin. Ainsi en va-t-il de la directive sur les émissions polluantes de l'automobile, et celle, toute récente, sur les travailleurs des sites internet. Les sociaux-démocrates soutenaient le projet, les libéraux le combattaient au nom du principe de libre entreprise. Résultat : l'Allemagne s'est abstenue au Conseil européen, tout comme la France. Les deux pays ont finalement été mis en minorité, à la suite du revirement de deux petits États membres, l'Estonie et la

Grèce. La directive a été adoptée, mais, à Bruxelles, soupirent les diplomates, la signature européenne de l'Allemagne a perdu de sa crédibilité.

«La volonté et la capacité du pays de chercher des consensus n'est pas amoindrie. Néanmoins, les défis auxquels nous sommes confrontés sont d'une ampleur inégale, tandis que l'offre syndicale et politique, privilégiant les intérêts particuliers, se multiplie, devient de plus en plus concurrentielle. C'est comme si on entraînait en campagne électorale permanente», défend le politologue Ulrich Willems, coordinateur, à l'université de Munster, d'un groupe d'études sur la culture du compromis. En un sens, la démocratie allemande se normalise. Il reste, qu'en Europe, l'effritement de ce pôle de stabilité et d'entraînement inquiète. ■